



Conseil de sécurité

Briefing: UNISFA, Soudan / Soudan du Sud

New York, le 07 mai 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président,

Et comme il s'agit de la première réunion publique de ce mois, je voudrais vous assurer de notre plein soutien à votre présidence, et je voudrais également féliciter Malte pour sa présidence réussie le mois dernier.

Je remercie aussi le Secrétaire général adjoint Lacroix et l'Envoyée spéciale Tetteh pour leurs exposés. Je salue la présence des représentants du Soudan et du Soudan du Sud à cette réunion.

Permettez-moi aussi d'exprimer nos sincères condoléances aux familles de toutes les victimes des attaques dans le sud et au centre d'Abyei l'année dernière et au début de cette année. Le nombre considérable de victimes civiles, dont du personnel humanitaire, ainsi que les attaques contre la FISNUA, qui a elle-même perdu deux casques bleus – comme nous l'avons entendu – sont inacceptables. Ce Conseil a rapidement dénoncé cette violence. Dans ce contexte, nous déplorons aussi profondément l'attaque perpétrée la semaine dernière contre le CICR au Darfour du Sud. Les responsables de toutes ces attaques doivent rendre des comptes. Ceux et celles qui risquent tout pour aider les autres doivent être protégés, tel que l'exige le droit international humanitaire. La Suisse s'engage à cette fin, notamment par notre projet de résolution actuel.

Abyei reste victime de la détérioration de la situation sécuritaire dans sa partie méridionale ainsi que de l'impact continu du conflit en cours au Soudan et des tensions persistantes au Soudan du Sud. J'aimerais donc soulever trois priorités :

Premièrement, nous devons tout faire pour protéger la population civile contre de nouvelles violences. Ceci concerne notamment les affrontements intercommunautaires dans le sud d'Abyei, en particulier entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka. Tout en saluant l'engagement politique du Soudan du Sud, nous sommes préoccupés par l'augmentation significative de la présence des Forces de défense du peuple du Soudan du Sud. Comme nous l'a rappelé le Secrétaire général adjoint, cette présence restreint la liberté de mouvement de la FISNUA et donc sa capacité à protéger les civils et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Cela est d'autant plus important que la route vitale d'approvisionnement à travers le Soudan a été coupée à cause du conflit. En outre, la prolifération des armes doit être traitée de toute urgence. Abyei doit rester une zone démilitarisée et exempte d'armes, conformément à l'accord de 2011 et à l'exigence de ce Conseil.

Deuxièmement, et comme l'ont déjà souligné mes collègues, la FISNUA joue un rôle essentiel pour contribuer à la paix et la sécurité à Abyei. Nous appelons donc les autorités du Soudan et du Soudan du Sud à continuer de respecter l'accord sur le statut des forces. Cela implique que toutes les parties veillent à ce que la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière puissent continuer à se déplacer librement et à opérer dans des conditions sûres et sécurisées. Nous saluons le soutien apporté par le Soudan du Sud pour l'acheminement de biens via son territoire, et nous espérons que ce processus pourra se poursuivre de manière efficace.

Troisièmement, il est essentiel de continuer à rétablir un climat de confiance et de promouvoir le dialogue pour répondre aux défis actuels à long-terme. À cet égard, et en l'absence du service de police d'Abyei, les comités de protection communautaire et le comité mixte de paix communautaire jouent un rôle essentiel en termes d'alerte précoce, pour traiter les questions relatives aux droits humains ou à la violence sexuelle et basée sur le genre. Nous saluons leur travail et le soutien apporté par la FISNUA, notamment pour faciliter les réunions des comités mixtes de paix des femmes. Tout en félicitant les autorités soudanaises pour avoir accepté de déployer dix policiers supplémentaires, nous réitérons notre appel à faciliter le déploiement complet de la capacité policière mandatée.

Monsieur le Président,

La détérioration de la situation à Abyei exige un effort commun. Nous réaffirmons notre plein soutien au travail de la FISNUA, à l'Envoyée spéciale, ainsi qu'à l'Union africaine et à l'IGAD. Nous restons engagés à travailler avec toutes les parties prenantes pour atteindre la paix et la prospérité en Abyei.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Thank you, Mr President,

As this is the first public meeting of the month, I would like to assure you of our full support for your presidency, and I would also like to congratulate Malta on its successful presidency last month.

I would also like to thank Under-Secretary-General Lacroix and Special Envoy Tetteh for their briefings. I welcome the presence of the representatives of Sudan and South Sudan at this meeting.

Allow me also to express our sincere condolences to the families of all the victims of the attacks in southern and central Abyei last year and earlier this year. The considerable number of civilian casualties, including humanitarian personnel, and the attacks against UNISFA, which itself lost two peacekeepers – as we have heard – are unacceptable. This Council was quick to denounce this violence. We also deeply deplore last week's attack on the ICRC in South Darfur. Those responsible for all these attacks must be held to account. Those who risk everything to assist others must be protected, as required by international humanitarian law. Switzerland is committed to this end, in particular through our current draft resolution.

Abyei remains a victim of the deteriorating security situation in its southern part, as well as the continuing impact of the ongoing conflict in Sudan and the persistent tensions in South Sudan. I would therefore like to highlight three priorities:

First, we must do everything we can to protect the civilian population from further violence. This applies in particular to the inter-community clashes in southern Abyei, especially between the Ngok Dinka and the Twic Dinka. While welcoming South Sudan's political engagement, we are concerned about the significant increase in the presence of the South Sudan People's Defence Forces. As the Under-Secretary-General has reminded us, this presence restricts UNISFA's freedom of movement and therefore its ability to protect civilians and facilitate the delivery of humanitarian aid. This is especially important as the vital supply route through Sudan has been cut off as a result of the conflict. In addition, the proliferation of weapons must be urgently addressed. Abyei must remain a demilitarised and arms-free zone, in line with the 2011 agreement and the demand of this Council.

Second, and as my colleagues have already pointed out, UNISFA plays a crucial role in contributing to peace and security in Abyei. We therefore call on the authorities of Sudan and South Sudan to continue to respect the Status of Forces Agreement. This requires all parties to ensure that UNISFA and the Joint Border Verification and Monitoring Mechanism can continue to move freely and operate under safe and secure conditions. We welcome South Sudan's support for the transit of goods through its territory, and hope that this process can continue efficiently.

Third, further confidence-building and dialogue are essential to address the current long-term challenges. In this regard, and in the absence of the Abyei Police Service, the Community Protection Committees and the Joint Community Peace Committee play an essential role in terms of early warning, to address issues relating to human rights or sexual and gender-based violence. We commend their work

and the support provided by UNISFA, particularly in facilitating meetings of the women's joint peace committees. While congratulating the Sudanese authorities for agreeing to deploy ten additional police officers, we reiterate our call to facilitate the full deployment of the mandated police capacity.

Mr President,

The deteriorating situation in Abyei requires a collective effort. We reaffirm our full support for the work of UNISFA, the Special Envoy, the African Union and IGAD. We remain committed to working with all stakeholders to achieve peace and prosperity in Abyei.

I thank you.